

Syndicalisme, politique et Droits de l'Homme en Colombie

21-05-2009

Le 26 février 2009, Amnesty International Bordeaux recevait Mario Cardona Marin, syndicaliste, homme politique et défenseur des droits de l'homme en Colombie. L'association France-Amérique Latine Bordeaux -Gironde l'a rencontré. Entretien.

FAL 33 : Mario Cardona Marin, quelles circonstances vous ont conduit à être présent à Bordeaux ?

MCM : Amnesty International m'a invité à venir à Bordeaux en tant que dirigeant de la CGT colombienne, président de la Fédération Action Paysanne de Colombie, et défenseur des Droits de l'Homme. Je suis venu participer à plusieurs événements, entre autres, l'inauguration d'une rue qui porte le nom de Esla Alvarado. Cette femme a été assassinée en compagnie de son époux alors qu'ils travaillaient tous deux à la défense des Droits de l'Homme. Ils menaient des recherches sur le thème des disparitions forcées. Nous avons partagé cet acte solennel avec le maire et les conseillers municipaux de la ville de Cenon. C'est pour moi un honneur d'avoir participé. En Colombie, aucune rue, aucun quartier, aucun bâtiment administratif ne porte le nom d'un défenseur des Droits de l'Homme, alors que les assassinats y sont quotidiens.

FAL 33 : Quel rapport y a-t-il entre le fait d'être syndicaliste et la défense des Droits de l'Homme en Colombie ?

MCM : En tant que syndicalistes, nous avons une double responsabilité. Nous défendons les droits économiques et sociaux, nous défendons les salariés et la stabilité de l'emploi. Mais vu les circonstances, nous avons dû aussi nous convertir en défenseurs du droit à la vie, en défenseur du droit international humanitaire. Nous devons nous défendre des assassinats, des tortures et des disparitions dont nous sommes victimes, même si cela nous donne deux fois plus de travail et nous fait courir deux fois plus de risques.

FAL 33 : Les cas d'assassinats et de disparitions de syndicalistes et de leaders sociaux sont-ils nombreux en Colombie ?

MCM : Ils sont quotidiens. Au cours des 23 dernières années, 2800 syndicalistes ont été assassinés. En 2007, 39 cas ont été comptabilisés, 49 en 2008, et déjà 4 depuis le début de l'année 2009 (1). 60% des syndicalistes assassinés dans le monde le sont en Colombie.

FAL 33 : Comment expliquez-vous cela ?

MCM : La situation est particulièrement grave. Une démocratie qui ne respecte pas l'opposition, pas plus que la justice ou les libertés syndicales est une démocratie malade.

FAL 33 : Qui met en péril la vie des syndicalistes ?

MCM : Les groupes paramilitaires qui agissent sous la protection de l'Etat et qui coordonnent leurs activités avec l'armée. Pour nous, les crimes commis par les paramilitaires ne relèvent pas du droit commun, ce sont des crimes d'Etat. Ils nous ont déclaré la guerre et affirment que le syndicalisme et la guérilla, c'est la même chose. Ils affirment que les syndicats sont le bras politique de la guérilla ou bien que nous sommes des guérilleros en activité.

FAL 33 : Existe-t-il un espace pour les syndicats ? N'êtes-vous pas pris entre deux feux ?

MCM : Oui, nous sommes pris au milieu de tout ça. Des 70.000 morts recensés en Colombie ces 20 dernières années, 90% sont des gens issus de la société civile.

FAL 33 : Que fait la justice face à ces violations des Droits de l'Homme ?

MCM : Il règne une très grande impunité. Sur 2800 cas de syndicalistes assassinés, seuls 1100 ont fait l'objet d'une investigation. Et dans seulement 90 cas, des responsables ont été trouvés. Ces résultats sont vraiment insignifiants. La justice est inopérante, elle ne fait pas son travail et nous ne parvenons pas à obtenir de résultats concrets face à cette situation.

FAL 33 : Dans ce contexte, quelle est la capacité d'action de ceux qui luttent pour les Droits de l'Homme ?

MCM : Malgré tout, la Colombie est un pays très dynamique. Il existe plus de 1200 organisations syndicales, sociales et de Droits de l'Homme, trois grosses centrales ouvrières, onze organisations paysannes, une organisation indigène très importante, une organisation afro-colombienne, et des milliers d'organisations de déplacés. Cette dynamique nous permet de tenir, elle est la preuve de notre grande capacité de résistance. Aujourd'hui, nous demandons que les acteurs armés reprennent le dialogue, nous devons faire pression sur eux. En Colombie, il ne faut pas seulement négocier la paix, mais également un nouveau modèle de développement

incluant qui permette la redistribution des richesses. La Colombie est le pays le plus inégalitaire au monde et cela nourrit le conflit armé. Aujourd'hui, beaucoup d'entre nous doivent quitter le pays car leur vie est en danger mais nombreux sont ceux qui continuent la lutte sur place.

FAL 33 : Dans cette situation, quelle est la part de responsabilité du conflit armé ? Celui-ci n'est-il pas instrumentalisé par le président Uribe ?

MCM : Le conflit armé est intimement lié à la situation actuelle. Cette guerre qui dure depuis plus de quarante ans est alimentée par le trafic de drogue, par les obscurs intérêts des fabricants d'armes, par les intérêts des pays qui exportent les produits chimiques essentiels à l'élaboration de la cocaïne. Tous ces intérêts font que les acteurs du conflit ont besoin les uns des autres, c'est pourquoi nous disons parfois que les FARC ont besoin de Uribe et que Uribe a besoin des FARC.

FAL 33 : Quand on regarde les processus politiques en marche dans les pays voisins comme le Venezuela et l'Equateur, comment expliquez-vous que la Colombie rame à contre-courant de ce qui se passe en Amérique latine ?

MCM : D'abord parce que les pays qui sont parvenus à instaurer une démocratie et à porter des gouvernements de gauche démocratique au pouvoir ne connaissent pas de conflit comparable au nôtre. Les partis de droite dans ces pays ne sont pas appuyés par des groupes paramilitaires qui obligent la population à voter pour certains candidats. En Colombie, dans certaines villes et certains départements, un seul candidat se présente aux élections parce que les paramilitaires ne permettent pas que se présentent d'autres candidats. Cela n'arrive pas au Venezuela, en Equateur ou en Bolivie.

Deuxièmement, la concentration des pouvoirs médiatiques et économiques n'est pas non plus si importante dans ces pays. En Colombie, la législation est nettement en faveur de l'oligarchie. Historiquement, le Parlement est composé de propriétaires terriens, de paramilitaires, d'industriels, de gens qui ne sont préoccupés que par leurs intérêts personnels. Cela n'est pas le cas dans les autres pays. Ils n'ont pas non plus connu de guérilla aussi intransigeante que la nôtre. Par exemple, chaque fois que la guérilla commet un acte contre la population civile, la droite en tire immédiatement un bénéfice politique. Le peuple colombien en a assez de la guerre et d'une guérilla qui, au nom du peuple, commet de graves erreurs et se sert de la population civile.

Il y a deux semaines, la guérilla a assassiné dix indigènes, après être entré sur un territoire sacré. Les indigènes et les afro-descendants disposent de territoires de propriété collective desquels tous les acteurs armés ont été expulsés, y compris l'armée et la police. Et cette guérilla qui se prétend du peuple les assassine et le clame haut et fort. Cela s'est produit dans une zone où la guérilla veut prendre le contrôle d'un corridor qui permet d'acheminer la cocaïne jusqu'à la mer. A qui rendent-ils service en agissant ainsi ? C'est toute la question.

FAL 33 : Est-il pensable aujourd'hui que le conflit armé s'achève une fois pour toutes ?

MCM : Nous sommes en train de construire un processus démocratique depuis la base. Nous faisons un travail social, malgré la guerre, malgré les assassinats de nos leaders. Nous construisons un parti, le Pôle Démocratique Alternatif, qui est très jeune mais qui a déjà obtenu des résultats significatifs. Nous cherchons à mettre en oeuvre une politique d'alliance avec les démocrates colombiens. Mais au vu de la situation très compliquée que traverse la Colombie aujourd'hui, il est très risqué de s'aventurer à parler de l'avenir du pays ou d'une sortie du conflit. Mais l'espoir est de notre côté. Les Etats-Unis et les capitalistes du monde entier ont globalisé l'économie, la guerre et l'ignominie, nous, nous sommes en train de globaliser l'espoir.

FAL 33 : Dans quelle mesure ce nouveau parti représente-t-il une véritable alternative ? Jouit-il du soutien populaire de la société civile colombienne ?

MCM : Là où il nous est permis d'aller et de faire de la politique au grand jour, le peuple nous appuie. A deux reprises, les candidats soutenus par le président Uribe ont été battus aux élections municipales dans la capitale. Ses candidats sont arrivés loin derrière les nôtres, simplement parce qu'à Bogota, il nous est possible de faire de la politique sans risquer nos vies. Dans les régions isolées du pays, cela nous est impossible, car sur ces terres règnent les caciques et les paramilitaires. Là où notre sécurité est garantie, le peuple nous soutient. Le peuple colombien est en train de se réveiller et de démontrer qu'il exige de nouvelles alternatives. 1- Le 12 mai 2009, la Confédération Syndicale Internationale dénonçait cinq nouveaux assassinats de syndicalistes colombiens survenus aux mois d'avril et de mai. « Ces cinq nouveaux crimes contre le mouvement syndical portent à 17 le nombre de syndicalistes assassinés en 2009 et à 2711 le nombre total de militants et dirigeants syndicaux assassinés au cours de la dernière décennie. Ces assassinats remettent sérieusement en cause les nombreuses déclarations émanant de membres de l'administration colombienne alléguant un progrès sur le plan de la violence, des assassinats et de la persécution contre le mouvement syndical ». In Colombie : les assassinats se poursuivent, sur le site de la CSI. <http://www.ituc-csi.org/spip.php?article3639> France-Amérique Latine Bordeaux Gironde - lettre d'information mensuelle Del otro lado del charco, n°18, mai 2009.